

Captages mis hors service

Lausanne » La ville de Lausanne a sorti du réseau d'eau potable l'un de ses groupes de captage. En cause: une présence de chlorothalonil à un niveau «très légèrement supérieur» à la nouvelle norme en vigueur.

Une valeur de 0,11 microgramme par litre – alors que la limite légale en Suisse est de 0,1 – a été constatée dans le réservoir de Vernand dans les hauts de la ville. Celui-ci a été mis hors service début 2020 «par mesure de précaution», expliquait hier la capitale vaudoise dans un communiqué.

Elle ajoute que les autres résultats sont «rassurants» et conformes aux normes. Les investigations se poursuivent et des prélèvements sur l'en-

semble des ressources en eau souterraine sont en cours d'analyse pour tous les métabolites (produits de décomposition) du chlorothalonil, un pesticide de la famille des fongicides interdit depuis le 1^{er} janvier en Suisse.

En août dernier, Lausanne s'était déjà conformé à la norme légale en mettant hors service trois captages et en diluant deux autres avec l'eau du Léman.

Lausanne continue «d'alimenter son réseau avec une eau de qualité irréprochable», assure le communiqué. Celui-ci rappelle que l'ensemble des résultats d'analyses concernant les micropolluants est disponible sur la page du site internet de la ville. » **ATS**

SAUVETAGE

CINQ SKIEURS ÉVACUÉS

Cinq jeunes skieurs, qui s'étaient égarés mercredi soir dans la combe de La Forclaz, dans les Ormonts, ont dû être secourus par la Rega. Ils ont été évacués avec un treuil et ensuite ramenés sains et saufs jusqu'à la station de Villars-sur-Ollon. **ATS**

LA CÔTE

HUIT ANS DE PRISON

Un Jurassien de 26 ans, souffrant de schizophrénie, a écopé hier à Nyon de huit années d'emprisonnement pour avoir tenté de tuer une femme qu'il convoitait. Au vu des risques de récurrence, cette condamnation a été assortie d'une mesure de thérapie. **ATS**

Débâcle de Beaulieu sans suite

Lausanne » Le Conseil d'Etat ne veut pas d'enquête parlementaire sur le fiasco.

Le Gouvernement vaudois rejette l'idée d'une enquête parlementaire à la suite du fiasco de la Fondation de Beaulieu. La requête, soutenue en octobre dernier par une vingtaine de députés, vise à faire la lumière sur cette débâcle qui a coûté plusieurs dizaines de millions de francs aux collectivités publiques.

Le Conseil d'Etat a répondu hier que «l'ensemble des éléments critiques de ce dossier ont été exposés, que toutes les dispositions et mesures d'amélioration utiles ont été prises». Il rappelle aussi qu'une procé-

sure pénale est en cours et qu'une fois à son terme, elle achèvera de «compléter l'information publique du parlement et de la population».

Le gouvernement conclut donc qu'il ne voit pas «l'utilité» d'une enquête parlementaire. Il propose au Grand Conseil de rejeter cette requête, déposée l'automne dernier par les députés Jean-Michel Dolivo (Ensemble à gauche) et Jérôme Christen (Vaud Libre). Ce texte avait été signé par une vingtaine de députés de tous bords.

Pour mémoire, le Grand Conseil a accepté en octobre dernier de tirer un trait sur le passé de Beaulieu et de valider un nouveau plan pour le site.

Celui-ci mentionne notamment que le canton abandonne un prêt de 15 millions de francs et renonce à copiloter le site pour le laisser entre les mains de la ville de Lausanne.

De nombreux députés avaient toutefois dit leur amertume. «Pour le contribuable, il n'est pas acceptable de dire que l'on va simplement tourner la page», avait notamment déclaré Jean-Michel Dolivo pour justifier sa demande d'enquête parlementaire. Il avait estimé à 80 millions de francs les sommes perdues ces dernières années par le canton, la ville de Lausanne et diverses autres communes vaudoises. » **ATS**

Powercoders aide les migrants à s'adapter par une formation intensive à l'informatique

L'intégration par la technologie

« RAPHAËL BESSON

Lausanne » De la basilique Sainte-Sophie d'Istanbul à l'entreprise de logiciels Cruncher à Lausanne, quel point commun, quel fil conducteur? Un homme, Halit Çelik, une histoire de drame et de renaissance. Quand le régime de Recep Tayyip Erdogan serre de plus en plus la vis à toute opposition, le jeune homme âgé aujourd'hui de 31 ans est condamné à cause de ses activités politiques remontant à sa période estudiantine. Une semaine avant la sentence, il quitte la Turquie, abandonnant tout, famille, amis et travail.



«Une fois qu'on s'adapte, la Suisse, ça devient beau»

Halit Çelik

Celui qui faisait visiter les monuments historiques d'Istanbul, et en particulier Sainte-Sophie, arrive en Suisse où il obtiendra le statut de réfugié. Au début, c'est le choc, raconte-t-il aujourd'hui avec le sourire au Buffet de la gare de Lausanne, en face de la Powerhouse de Powercoders. «Quand vous avez vécu dans le chaos d'Istanbul, ça devient tout tranquille. Mais une fois qu'on s'adapte, ça devient beau», juge Halit Çelik, même si la cassure demeure et qu'il ne peut pas rentrer dans son pays.

Cours intensif de 3 mois Passé le départ forcé et l'arrivée, reste l'intégration dans un nouveau cadre. Par sa profession de



Avec l'informatique, les réfugiés trouvent une formation et les moyens de regagner une place dans la société. Powercoders

guide, le jeune homme sait notamment l'anglais et apprend vite le français. Pour tromper son ennui avant d'obtenir son statut de réfugié, il se forme à l'informatique par un cours en ligne de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL).

Un jour, un ami lui parle de Powercoders, cette association qui veut intégrer les migrants dans le marché du travail via l'informatique. Il est sélectionné pour le cours intensif de trois mois et trouve un stage chez Cruncher, minuscule entre-

prise qui crée notamment des sites web à Lausanne.

Et le parcours va trouver un point culminant le 1^{er} mars avec un contrat à durée indéterminée (CDI) dans la société, se réjouit le trentenaire. «Ce que j'espère maintenant, c'est de pouvoir à mon tour servir comme coach au sein de Powercoders pour que d'autres que moi réussissent à s'en sortir, à trouver un travail, dans un domaine complètement international, qui vous ouvre toutes les portes dans le monde.»

Lancée en 2017 par l'entrepreneur bernois Christian Hirsig, Powercoders est aujourd'hui dirigée par sa femme Bettina qui a pris la parole hier soir lors de l'inauguration des locaux. Elle a rappelé les circonstances qui ont entouré la naissance du projet.

Le couple venait d'avoir un deuxième enfant. C'était une joie que les images de flots de réfugiés qui cherchaient à rejoindre l'Europe assombrissaient. «Qu'est-ce que l'on peut faire pour ces gens?» se deman-

dait le couple heureux dans un lieu sûr et paisible, mais confronté aux témoignages de la guerre et du désespoir. «Et notre idée est devenue réalité», explique, encore émue, Bettina Hirsig.

Aussi Zurich et Turin

Dès 2017, le premier programme est sur pied pour que les réfugiés trouvent une formation et les moyens de regagner une place dans la société. «Et ce soir est historique, j'ai la même sensation qu'à l'époque. Une

idée devient réalité avec cette Powerhouse à Lausanne, avant celle de Zurich, sans oublier une première antenne à l'étranger, à Turin», témoigne Bettina Hirsig, qui a reçu au début de l'inauguration un chèque de 30 000 francs de la fondation d'UBS pour la formation et le social.

La Powerhouse de Lausanne veut devenir un lieu accueillant où les réfugiés suivront les cours et pourront rencontrer toutes les personnes intéressées à la thématique. Car si Powercoders représente une petite équipe de dix personnes fixes, l'essentiel vient des bénévoles, des coaches, des entreprises. De tous ces gens qui croient au projet, aident, supervisent ou font profiter de leurs réseaux.

Des histoires à succès

Soutenue par des fondations, des entreprises comme par les cantons, l'association sélectionne les réfugiés qui ont un talent en informatique. Après les trois mois de cours, les participants peuvent effectuer un stage professionnel de 6 à 12 mois. Depuis trois ans, 180 personnes ont participé aux programmes, avec un taux de réussite de 60%, qui satisfait l'organisation, relève Christina Gräni, chargée de communication. «Il faut souligner que nos cours servent à une qualification, ce ne sont pas des programmes d'occupation. Des histoires à succès, il y en a d'autres que celle d'Halit», ajoute-t-elle.

Plus de 80 entreprises ont déjà participé au programme dont MindMaze, la banque Pictet ou les Services industriels de Genève (SIG). Le but est une intégration à long terme avec un emploi permanent, un apprentissage ou un travail à temps partiel combiné à une admission dans une haute école d'informatique. S'il y a un bénéfice évident pour les réfugiés, l'industrie informatique n'est pas en reste puisqu'elle manque de bras. Selon une estimation de la branche, il y aura en 2026 une pénurie de 40 000 employés dans ce secteur. »